

Réponse

au postulat urgent 20240065, Clauss Susanne, Groupe PS/JS, « Transparence sans faille sur les finances de la Société de protection des animaux de Bienne »

L'intervenante demande au Conseil municipal de prendre les mesures suivantes concernant le contrat de prestations conclu avec la Société de protection des animaux de Bienne :

- Un audit externe immédiat et complet de la comptabilité de la Société de protection des animaux Bienne-Seeland-Jura bernois, en particulier des indemnités versées à la présidence et à la direction.
- Un gel des subventions si cet audit externe ne montre pas une comptabilité correcte avant le 30 juin, ou si aucun audit ne peut avoir lieu ou est refusé.
- Le nouveau contrat de prestations ne peut être établi que si les statuts ne sont pas modifiés en faveur de la présidente actuelle et si la présidente a institué l'organe de révision externe et le fait figurer sur le site internet.
- Les rapports annuels avec les comptes détaillés des exercices des trois dernières années doivent être mis en ligne sur le site internet. Cette disposition doit impérativement figurer dans le contrat de prestations.
- Le rapport annuel doit détailler individuellement les rémunérations des membres du comité directeur.

Voici la réponse du Conseil municipal :

Le Conseil municipal conclut des contrats de prestations relevant de sa compétence sur la base du règlement sur les subventions de la Ville de Bienne (RDCo 6.4-1). Celui-ci fixe les principes selon lesquels la Ville de Bienne peut verser des subventions à des tiers et précise notamment en son art. 6 quels documents les bénéficiaires de subventions doivent fournir. Il s'agit notamment du rapport d'activité, de la description du projet, du compte d'exploitation, du bilan, du budget ainsi que du rapport de révision. Le contrat de prestations avec la Société de protection des animaux de Bienne relève également de cette réglementation. Depuis au moins dix ans, la Société de protection des animaux remet chaque année, au plus tard le 30 juin, les documents requis, qui sont examinés par la direction municipale compétente. Les questions relatives à la fourniture des prestations ou à l'utilisation des moyens sont clarifiées à l'occasion d'un entretien annuel mené avec la Société de protection des animaux.

Une discussion a eu lieu entre la direction municipale compétente et le comité directeur de la Société de protection des animaux de Bienne au sujet des dysfonctionnements présumés de celle-ci rapportés par différents médias. Le Conseil municipal peut en dire la chose suivante :

Le comité directeur de la Société de protection des animaux se compose actuellement d'une présidente, d'un secrétaire et d'un rédacteur pour les procès-verbaux. En conséquence, sa composition est conforme aux statuts. Le refuge Rosel assure la direction et l'administration. Sur le site internet, ces informations ne sont pas correctement reproduites et l'association a été priée de procéder à une mise à jour en ce sens. En dehors des jetons de présence convenus, les membres du comité directeur ne reçoivent pas de défraiement pour leurs frais.

Toutes les factures de l'association font l'objet d'un triple contrôle interne par la direction et l'administration, puis sont transmises à la société fiduciaire responsable de la comptabilité de l'association. Cette dernière procède à un premier contrôle externe des écritures et discute des points peu clairs avec la direction. Les comptes annuels sont ensuite révisés par une seconde société fiduciaire externe. Une fois révisés, les comptes annuels sont présentés à tous les membres de l'association lors de l'assemblée générale, puis transmis à la Ville de Bienne avec le rapport annuel.

À l'occasion de l'entretien annuel 2024, la Société de protection des animaux présentera à la Ville les statuts révisés et adoptés par l'assemblée générale. La modification des statuts a notamment pour but d'établir une séparation nette entre le niveau stratégique et le niveau opérationnel, ce qui est à saluer du point de vue du droit des associations.

Le Conseil municipal parvient à la conclusion que l'organisation et les finances de la Société de protection des animaux de Bienne sont conformes aux règles en vigueur. Les prestations convenues contractuellement ont toujours été pleinement remplies.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat urgent 20240065 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 17 avril 2024

Au nom du Conseil municipal

Le maire :

La chancelière municipale :

Erich Fehr

Barbara Labbé

Annexe :

· postulat urgent 20240065

20240065

Dringlichkeit
gewährt



JUSO | JS

Biel/Bienne, den 22.02.2024

Dringliches Postulat: Lückenlose Transparenz über die Finanzen des Tierschutzverein Biel

Am 27. Januar wurde Nicole Ruch als Präsidentin des Schweizerischen Tierschutzes abgewählt. Ein vorläufiges Ende eines unsäglichen Trauerspiels auf Kosten der Tiere. Dies nach langem Ringen und Klammern an die Macht. Gegen Ruch läuft bereits eine Strafanzeige mit happigen Vorwürfen: Von horrenden Spesenbezüge, Zweckentfremdung von Spenden und Legaten, dubiose und intransparente Immobiliengeschäfte, Kündigungswellen beim Personal, so dass zuletzt die ZEWO den Verein auf die schwarze Liste setzte.

Nun stellt sich heraus, dass Nicole Ruch auch weiterhin Präsidentin des Tierschutzvereins Biel-Seeland-Berner Jura ist. Schaut man auf die Homepage ist sie in Personalunion Geschäftsführerin und Präsidentin. Das Vizepräsidium ist vakant. Ein weiteres Vorstandsmitglied ist aufgeführt. Dies widerspricht den Statuten. Gemäss Statuten müssen mindestens drei Personen im Vorstand sein, davon ein:e Tierärzt:in. Auszug aus den Statuten: *Vorstand Der Vorstand besteht aus max. 9 Mitgliedern und min. 3 Mitgliedern und setzt sich wie folgt zusammen: a) **Präsident, Vizepräsident, Tierarzt**, b) Finanzkommission c) Protokollführer / Sekretär d) Beisitzer mit Aufgabenzuteilung. Mit Ausnahme des Präsidenten konstituiert sich der Vorstand und die Geschäftsleitung selbst. **Unterschrift zu zweit führen: Präsident mit Vizepräsidenten, Sekretär und Geschäftsführer.***

Jedoch ist der Vizepräsident zurückgetreten, ebenso zwei weitere Mitglieder. Angaben zur Revisionsstelle sucht man vergebens auf der Homepage, ebenso einen Jahresbericht mit Finanzdaten. Nun plant Ruch per April eine Statutenänderung, das den ungenügenden Zustand legitimieren soll.

Wir fordern deshalb den Gemeinderat dringend auf:

- Eine sofortige externe und lückenlose Überprüfung der Buchhaltung des Tierschutzverein Biel-Seeland-Berner Jura, insbesondere die Abgeltungen für Präsidium und Geschäftsführung
- Ein Einfrieren der Subventionen, sofern diese externe Überprüfung nicht bis zum 30. Juni eine korrekte Buchhaltung zeigt, oder wenn gar keine Überprüfung stattfinden kann, resp. verweigert wird.
- Der neue Leistungsvertrag darf nur ausgestellt werden, wenn die Statuten nicht zu Gunsten von der aktuellen Präsidentin geändert werden und die Präsidentin die externe Revisionsstelle implementiert hat resp. auf der Homepage aufgeführt wird.
- Die Jahresberichte mit detailliertem Jahresabschluss müssen drei Jahre zurück auf der Homepage aufgeschaltet werden. Dieser Passus muss zwingend in den Leistungsvertrag.
- Im Jahresbericht müssen die Vergütungen für die Vorstandsmitglieder einzeln aufgeführt werden.

Begründung: Die Stadt Biel zahlt jährlich CHF 90'000.- an den Tierschutzverein Biel-Seeland-Berner Jura. Angesichts der knappen Stadt-Kasse, darf nicht sein, dass diese Gelder nicht vollumfänglich den Tieren, resp. gemäss Leistungsauftrag verwendet werden. Mit der Veröffentlichung des Jahresberichts, inkl. Jahresabschluss, kann sich die Öffentlichkeit versichern, dass die Gelder korrekt verwendet werden. Frau Ruch hat ihr Vertrauen mit dem Gebaren auf nationaler Ebene verspielt. Es braucht nun uneingeschränkte Transparenz bezüglich der Finanzen beim Tierschutzverein Biel-Seeland-Berner Jura um das Vertrauen wieder herzustellen.

Für die Fraktion SP/Juso
Susanne Claus

Julian R.